

UNE TUNISIE DÉMOCRATIQUE : UNE NOUVELLE RÉALITÉ POUR LE MONDE ARABE

La « Révolution du jasmin » en Tunisie, les événements en cours en Égypte et les manifestations prévues ici et là dans plusieurs pays arabes semblent indiquer qu'une nouvelle réalité est en train de se dessiner, dans ce qui semblait à tort comme l'exception démocratique dans le monde. Sans entrer dans les polémiques sur la « transitologie », le « nouvel autoritarisme », les « régimes hybrides » et autres « liberal autocracy », il semble légitime de chercher à comprendre des phénomènes sociaux et politiques extrêmement complexes dans une réalité difficile à saisir. Notre analyse se limitera ici à l'occurrence de ces événements et à l'identification des tendances futures pour le monde arabe.

Pour la Tunisie, la réforme politique du régime était une demande essentiellement interne. Cette demande était freinée et inhibée par les contraintes sociopolitiques et géostratégiques. La réforme politique, ou ce qu'on appelle la « démocratisation », était formulée de plusieurs manières par l'opposition et la société civile depuis plusieurs années, mais avec une très faible marge de manœuvre vu le contexte répressif et autoritaire. C'était aussi une demande latente d'une bonne partie de la communauté des affaires et des opérateurs économiques clés, en rapport notamment avec la nécessité d'établir un État de droit et d'améliorer le climat des affaires et de poursuivre les réformes économiques.

La demande de réforme ne pouvait pas aboutir vu que le régime avait toujours la capacité de contrôler la contestation, de réprimer toute opposition et avait des ressources suffisantes pour entretenir une large coalition sur une base clientéliste et neutraliser toute velléité de défection. Mais il avait aussi un soutien extérieur constant et une couverture politique internationale. Le régime, bien que brutal et autoritaire, était considéré comme un « Friendly Regime », un rempart contre « l'islamisme » dont la perception en tant que menace varie des deux côtés de l'Atlantique, et un allié pour sa contribution dans la « guerre » contre le terrorisme. Les priorités



stratégiques et idéologiques des États-Unis et des pays européens ont toujours été négociées au prix d'un arrangement préservant d'abord les intérêts nationaux des grandes puissances, même si cela devrait nuire à leur rôle de pouvoir normatif en matière de droit de l'homme et de démocratie.

Mais, avec un régime s'enfonçant dans l'autoritarisme, une corruption quasi systémique et des institutions disqualifiées par un régime de plus en plus personnalisé, l'État est devenu de plus en plus inefficace et fragile. Dans un tel contexte, la « réforme politique » s'est transformée en demande à la fois interne et externe.

La réforme politique et l'introduction de nouveaux modes de gouvernance sont de nouveau au cœur des réflexions des grands partenaires étatiques et non étatiques de la Tunisie, soucieux de la stabilité et de la sécurité régionale, ainsi que des institutions chargées d'évaluer les performances économiques de ce pays.

Il convient par ailleurs de tenir compte d'un autre facteur externe important : le changement de l'approche des États-Unis en matière de relations internationales, notamment le fait que le paradigme « guerre contre terrorisme » ait laissé la place à la

* Fethi Touzri, Groupe Politique « Réforme et Développement », Tunisie

lutte contre la violence et l'extrémisme, ainsi que l'engouement croissant des pays occidentaux pour l'ouverture et le dialogue avec l'« islamisme modéré » et la manière d'introduire ces forces politiques dans le jeu démocratique.

La révolution en Tunisie est également un processus qui a atteint une certaine maturité et qui a subi les contraintes de la mondialisation et de l'inefficacité de l'État affaibli par la corruption, les limites d'un modèle de développement ayant atteint ses limites et dans l'incapacité de réduire un chômage massif, surtout des jeunes diplômés, ainsi que les répercussions de la crise économique dans le monde.

Il existe aussi des éléments objectifs qu'il ne faut en aucun cas omettre de souligner. L'État tunisien est de plus en plus complexe, il dispose d'une bureaucratie assez compétente, d'une élite qu'on pourrait qualifier de pro-démocratique et d'une situation socioéconomique qui exige un environnement démocratique pour se développer. La Tunisie a été modernisée de manière accélérée, la majorité de la population est scolarisée, urbaine et la structure familiale nucléaire est l'organisation sociale dominante avec une égalité entre les hommes et les femmes de plus en plus poussée.

Enfin, la Tunisie a une population très jeune, avec ses attentes et ses aspirations sociales et politiques. Une réalité démographique qui, associée à tous les autres facteurs objectifs mentionnés plus haut, a transformé cette vague d'aspiration en une force remarquable de changement et de libération et a déclenché ce qui semblait être une « mission impossible ». La Tunisie a, de ce fait, réellement profité, du moins à ce jour, de la remarquable capacité innovatrice et créatrice de sa jeunesse. En témoigne son rôle majeur dans la révolution et le passage – auquel personne ne s'attendait – du

monde virtuel au terrain de la manifestation pacifique et de la mobilisation de masse pour revendiquer la liberté.

Il est clair que d'autres facteurs ont joué pour faciliter cette révolution certains sont insaisissables, mais tout aussi importants pour permettre à cette aspiration de devenir réalité. Mais n'oublions pas que la démocratie est à construire et le chemin encore semé d'embûches. Il faut rester vigilant et continuer à développer des réponses tout aussi créatives et innovantes pour surmonter les nombreux obstacles qu'on ne manquera pas de rencontrer.

La réalité tunisienne comporte de nombreux points communs avec d'autres pays arabes. Les axes développés ici et présentés comme des facteurs susceptibles d'expliquer cette démocratisation par le bas peuvent être des éléments d'une analyse comparée avec les autres pays arabes. La plupart des pays arabes sont dans une phase démographique plus ou moins similaire avec le même problème de chômage et de restriction sociopolitique pour la jeunesse ; la plupart subissent les conséquences de la crise économique dans le monde avec la même perception de l'inefficacité de l'État et de la limite des modes de gouvernance étatique. La contestation politique est largement dominée par des courants politiques dont la religion est fondamentalement la source principale d'inspiration idéologique.

L'aspiration populaire, en particulier de la jeunesse arabe, est la même partout : elle se retrouve dans la production politique, culturelle et artistique des réseaux sociaux d'internet (facebook, tweeter, etc.) ainsi que dans le contenu des blogueurs arabes, qui ont largement démontré leur grande capacité créative.

The opinions expressed in this article are those of the author and do not necessarily represent the views of the EUISS